

**Droits et libertés.** Dans son [premier numéro](#) (en mars 1997), *Impact Entreprises* évoquait la présence de Total en Birmanie, première grande controverse touchant le groupe pétrolier français. Depuis, le pays a mené des réformes pour s'engager dans la voie de la démocratie. Mais, comme le rappelle l'association Info Birmanie dans sa [dernière lettre d'information](#), on est loin du compte et les violations des droits humains liées à des opérations économiques restent une réalité. On peut différencier les violations des droits de l'Homme occasionnées par un acteur économique selon leur nature : les violations directes (assez rares lorsqu'il s'agit de grands groupes ayant une forte visibilité) ; la conduite d'activités conférant à des puissances ou à des organisations peu recommandables les moyens de maintenir leur répression (ressources financières, armes, moyens de surveillance...) ; les décisions conduisant *de facto* à des violations en raison du contexte politique (déplacements forcés de population, intimidations, spoliation de ressources...) ; et les activités menées dans des contextes réglementaires tolérant ou favorisant la restriction des droits et des libertés fondamentales. En autorisant les fournisseurs d'accès à Internet à céder les données personnelles de leurs clients sans leur consentement, l'administration américaine s'inscrit dans ce schéma.

## INSTITUTIONS, REGLEMENTATIONS

### Foncier, agriculture, Mozambique

#### Le Mozambique va distribuer cinq millions de titres fonciers aux paysans

La législation mozambicaine en matière de droit foncier essaie de concilier les intérêts des investisseurs et des populations locales. Des titres de propriété (DUAT, Direito de Uso e Aproveitamento de Terra) sont accordés par l'Etat pour une durée de cinquante ans et des règles de consultation entre les paysans et les investisseurs sont prévues. Pourtant, **ce système a jusque-là surtout profité aux investisseurs étrangers** du fait d'un gouvernement enclin à leur accorder de larges concessions, de la mauvaise volonté des autorités locales et du contournement fréquent du processus de consultation. Le président Filipe Nyusi, élu en 2014, entend appuyer le développement du pays sur une agriculture rémunératrice pour les paysans en sécurisant l'accès à la terre. Pour ce faire, il a distribué 540 000 titres fonciers aux populations locales en 2016 et compte encore accélérer le processus : il prévoit la distribution de cinq millions de ces titres de propriété en 2017.

### Foncier, justice, RDC

#### La CPI lance ses premières enquêtes sur les acquisitions foncières au Nord-Kivu

Le Nord-Kivu, région orientale de la République démocratique du Congo, est en proie depuis près de vingt ans à des épisodes de violence qui opposent l'armée et des groupes rebelles pour le contrôle de terres dotées d'un sous-sol particulièrement riche en minerais. Les populations locales, démunies, sont les premières victimes de ces affrontements. C'est dans cette région troublée que la Cour pénale internationale (CPI) a décidé de lancer ses premières enquêtes sur l'appropriation de terres depuis **l'inscription de ce type de violation, le 15 septembre 2015, dans son document de politique générale** (voir [IE n° 244](#)). Si la loi américaine Dodd-Frank et le récent accord européen (voir [IE n° 255](#)) exigent des entreprises une chaîne d'approvisionnement plus responsable, la machine pénale internationale s'active désormais elle aussi pour lutter contre ces trafics.

### Droits humains, Cambodge, Etats-Unis

#### Le Cambodge interdit la vente et l'exportation de lait maternel

Le commerce de lait maternel serait en plein essor dans certains pays et en particulier aux Etats-Unis (en France, cette pratique est interdite). Il est utilisé par des femmes qui ne peuvent allaiter, mais aussi par des couples ayant adopté ou ayant eu recours à des mères porteuses, par des sportifs ou pour traiter certaines maladies... Le 14 mars dernier, le site Internet Broadly a publié un article dans lequel il décrivait **le commerce dont le lait maternel fait l'objet, depuis 2016, au Cambodge par le biais de la société américaine Ambrosia Labs**. Le lait est acheté à des femmes pauvres, puis pasteurisé, congelé et expédié aux Etats-Unis. Selon la société, cette pratique, qui bénéficierait de toutes les précautions sanitaires, permettrait à ces femmes de doubler leur revenu (au Cambodge, le revenu minimum mensuel est de 153 dollars environ) et de continuer à allaiter. Mais selon les associations, elle pourrait, au contraire, avoir **un impact sur l'alimentation des jeunes enfants de ces femmes et constituerait une forme d'exploitation des personnes les plus vulnérables**, un point de vue validé par l'Unicef. Sensible à ces arguments, le gouvernement cambodgien a décidé, le 27 mars, d'interdire la vente et l'exportation de lait maternel.

## Droits et libertés, TIC, Etats-Unis

### Donald Trump porte un coup dur à la protection des données personnelles

La collecte, le transfert, le stockage, le traitement et l'utilisation des méga-données constituent sans doute l'une des dernières frontières auxquelles la RSE est confrontée, dans la mesure où ces opérations touchent aux données à caractère personnel, voire à la vie privée des personnes. En octobre 2016, l'administration Obama (Federal Communications Commission, FCC) avait adopté une série de mesures visant à protéger la vie privée des internautes en obligeant notamment les fournisseurs d'accès à Internet (FAI) à disposer du consentement de leurs clients pour vendre leurs données personnelles. Mais le 3 avril, Donald Trump a promulgué un texte abrogeant ce règlement, une abrogation adoptée auparavant par les deux chambres du Congrès. **Désormais, les FAI opérant aux Etats-Unis pourront disposer des données personnelles de leurs clients sans leur autorisation préalable, historiques de navigation compris.**

## Produits controversés, énergie, Kenya

### Le Kenya renforce son partenariat avec la Chine sur le nucléaire

En 2010, le ministre kenyan de l'Energie, Patrick Nyoike, lançait le programme nucléaire du pays. Depuis lors, le pays multiplie les accords, en particulier avec la Chine, pour se doter des technologies et du savoir-faire nécessaires. Après un premier protocole d'accord en 2015, les deux Etats ont signé le 24 mars un partenariat sur la formation du personnel. Dans son plan Vision 2030, le Kenya prévoit la construction d'une première centrale d'une puissance de 1 GW d'ici à 2027 et vise une capacité installée totale de 4 GW d'ici à 2030.

## OUTILS POUR LA RSE ET L'ISR (indicateurs, tendances, initiatives, études)

---

## Egalité des chances, finance, Royaume-Uni

### Publication des premiers reportings sur les écarts salariaux outre-Manche

L'Equality Act 2010 a introduit, pour les entreprises britanniques de 250 salariés ou plus, l'obligation de rendre publiques certaines informations sur les écarts de rémunération existant entre les femmes et les hommes (*gender pay gap reporting*). Parmi ces données figurent les écarts pour les salaires fixes (moyens et médians) et pour les bonus accordés. Cette réglementation est entrée en vigueur le 6 avril 2017 et **les sociétés concernées ont jusqu'au 4 avril 2018 pour publier les informations relatives à la période de douze mois qui précède le 6 avril 2017.** La société britannique de gestion d'actifs Schroders (465 milliards d'euros d'encours sous gestion) est l'une des premières à avoir communiqué ses données le 25 mars. Elles montrent que **les femmes gagnent en moyenne 33 % de moins que les hommes pour la part fixe de leur rémunération et 66 % de moins pour les bonus.** Schroders précise que ces chiffres peuvent être trompeurs dans la mesure où 71 % des cadres sont des hommes. Elle ajoute qu'elle s'est fixé pour objectif de porter le pourcentage de femmes cadres à 33 % d'ici à 2019. Cette évolution pourrait réduire l'écart et répondre partiellement au constat formulé en 2016 par le gouvernement britannique, selon lequel **les secteurs présentant les écarts de salaire les plus importants sont ceux de la construction et des services financiers.**

## PARTIES PRENANTES ENGAGEES

---

## Droits sociaux fondamentaux, Qatar

### En dépit des réformes, les migrants sont toujours retenus de force au Qatar

Le Qatar fait régulièrement l'actualité pour les conditions de travail proches de l'esclavage des migrants népalais, bangladais et indiens employés sur les chantiers de construction, dont ceux des stades de la Coupe du monde de football 2022. Sous la pression des syndicats et des ONG, **le pays avait accepté en 2014 (voir [IE n° 193](#)) d'assouplir le système de la kafala** (ou parrainage) qui permet, par exemple, à l'employeur de confisquer le passeport des travailleurs. Les réserves exprimées alors par les associations et les syndicats se sont aujourd'hui confirmées : les migrants sont toujours contraints de demander au gouvernement un visa de sortie du territoire, visa qui leur est, selon les syndicats, encore souvent refusé sans motif.

## Régions sensibles, finance, France, Palestine

### Selon des ONG, cinq groupes financiers français participent à la colonisation des territoires palestiniens

Huit organisations, dont l'Association France Palestine Solidarité, le CCFD-Terre solidaire et la Ligue des droits de l'Homme, ont publié le 29 mars un [rapport](#) du cabinet de conseil néerlandais Profundo intitulé *Les liaisons dangereuses des banques françaises avec la colonisation israélienne*. Ce document dénonce la contribution de cinq groupes financiers français (BNP Paribas, Crédit agricole, Société générale, BPCE et Axa) à la colonisation israélienne des territoires palestiniens à travers leurs participations minoritaires, directes ou indirectes, au capital de banques ou d'entreprises israéliennes impliquées dans les colonies. **Or, la colonisation de ces territoires est considérée comme illégale par les Nations unies.** Les entreprises participant à l'établissement ou au développement des colonies de peuplement pourraient ainsi être considérées comme pénalement responsables (voir [IE n° 181](#)). Les organisations appellent donc la France à

prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que ses entreprises appliquent le droit international. **Le soutien à la colonisation israélienne se pose aujourd'hui avec d'autant plus d'acuité** que selon le rapport, cette colonisation s'accélère, avec des chiffres record en matière de destruction d'habitations de Palestiniens et de confiscation de terres en 2016. Hasard du calendrier, le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, a annoncé le 30 mars la création d'une nouvelle colonie, la première approuvée par le gouvernement depuis 1991. La question des activités des entreprises en Israël et en Palestine préoccupe d'ailleurs certaines catégories de consommateurs engagés. En novembre 2016, la France avait été le premier pays européen à mettre en place un étiquetage obligatoire des produits provenant des colonies israéliennes (voir [IE n° 248](#)), ouvrant ainsi la porte à des actions de boycott. Mais cette question inquiète également les actionnaires, comme l'attestent les vingt et un projets de résolution déposés sur ce thème pour les assemblées générales américaines de 2017 (voir [IE n° 255](#)).

## Climat, énergie, Afrique du Sud

### Protestation des syndicats contre la fermeture de centrales à charbon en Afrique du Sud

Le développement des énergies renouvelables en Afrique du Sud continue à provoquer la colère des travailleurs du charbon. **Le syndicat national des mineurs (National Union of Mineworkers, NUM) menace d'appeler à la grève après la décision de la compagnie nationale d'électricité, Eskom, de fermer cinq centrales à charbon.** Eskom se justifie par l'obligation qui lui est faite d'acheter de l'énergie renouvelable auprès de producteurs indépendants, une décision déjà à l'origine de protestations en mars (voir [IE n° 254](#)), ce qui entraînerait une surcapacité de production. L'opposition entre politique environnementale et emploi suscite des protestations dans de nombreux pays. Ainsi, en 2015, un brasseur américain avait dû faire face à un boycott après un soutien financier à une association écologiste dont l'action avait menacé des emplois dans le secteur du charbon (voir [IE n° 220](#)).

## Déchets, TIC, monde

### Impact environnemental dû à dix années de commercialisation des smartphones

L'association Greenpeace a publié fin mars [une étude](#) sur les impacts environnementaux des smartphones. L'ONG souligne que **depuis 2007, plus de sept milliards d'appareils ont été fabriqués** consommant presque, depuis cette date, la production d'une année d'électricité d'un pays comme l'Inde. Soixante éléments chimiques entrent dans leur composition, parmi lesquels des minerais participant au financement des conflits. Sur treize modèles étudiés, deux seulement offrent la possibilité de changer facilement les batteries (Fairphone et LG 65). En 2014, on estimait que les déchets résultant de la mise au rebut de petits appareils électroniques, comme les smartphones, avaient représenté trois millions de tonnes, dont 16 % seulement ont été recyclés.

## INVESTISSEMENT RESPONSABLE

---

## Climat, énergie, Inde, île Maurice

### Greenko lève 155 millions de dollars pour développer les énergies renouvelables

La société d'origine indienne Greenko Energy Holdings (GEH), dont le siège est désormais sur l'île Maurice, est spécialisée dans la production d'énergies renouvelables. GEH a annoncé fin mars qu'elle avait levé 155 millions de dollars dédiés aux énergies vertes avec **pour objectif de porter les capacités installées de son portefeuille énergétique de 2 à 3 GW d'ici à la fin 2017.** En 2016 déjà, Greenko avait levé 230 millions de dollars, principalement auprès des fonds souverains de Singapour et d'Abou Dhabi, preuve que les sociétés financières s'intéressent de plus en plus aux énergies vertes, moins risquées que les hydrocarbures dans un contexte de lutte contre le changement climatique et promises à un bel avenir. En effet, selon une étude de Bloomberg New Energy Finance, spécialisé dans le conseil sur les opportunités liées aux énergies émergentes, 5 000 milliards de dollars devraient être investis dans les énergies renouvelables d'ici à 2030 contre 2 700 milliards pour les énergies non renouvelables.

## Engagement actionnarial, finance, Norvège

### Le fonds souverain norvégien s'immisce dans le débat sur la rémunération des dirigeants

[En début d'année](#), BlackRock, la plus grande société de gestion mondiale, exprimait son intention de ne pas approuver les augmentations de rémunération des dirigeants excédant celles des autres salariés de l'entreprise. Cette fois, c'est au tour du fonds souverain norvégien (860 milliards d'euros environ investis dans 8 985 sociétés représentant 1,3 % de la capitalisation boursière mondiale) de communiquer [son avis](#) sur les rémunérations des dirigeants des sociétés cotées (31 mars). Selon le directeur général du fonds, Yngve Slyngstad, les **plans définissant la part variable de ces rémunérations**, qui se veulent souvent comme des plans d'incitation à long terme basés sur des objectifs prenant pour comparaison des entreprises paires, **conduisent au contraire les dirigeants à se focaliser sur le court terme.** Pour résoudre ce paradoxe, une part substantielle du salaire devrait être versée en actions de la société et **conservée par le**

**dirigeant durant cinq ans au moins (de préférence dix ans)**, y compris lorsqu'il quitte la société. Par ailleurs, **les modes de calcul devraient être simples** [en France, lors des assemblées générales, le temps consacré aux rémunérations des dirigeants occupe souvent une part prépondérante de la durée totale des réunions, NDLR]. **Les conseils d'administration devraient également fixer systématiquement un plafond à ne pas dépasser.** Le fonds précise qu'il va progressivement diffuser ces principes et les utiliser comme une base de discussion avec le management et les autres investisseurs. Cela étant, il entend bien, à terme, sanctionner les entreprises récalcitrantes.

## ENTREPRISES (initiatives & controverses)

---

### Sûreté, nucléaire, France, Royaume-Uni

#### En dépit des doutes sur la culture de sûreté de Creusot Forge, EDF avance

Le 7 avril 2015, l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) [révéla](#)it qu'une anomalie avait été décelée dans la composition de l'acier de certaines zones de la cuve du réacteur de l'EPR de Flamanville. Cette information a incité les autorités de plusieurs pays (Royaume-Uni, Chine, Etats-Unis, Finlande et Canada) à engager des démarches d'inspection sur le site de Creusot Forge (filiale d'Areva) mis en cause dans cette affaire. Le 30 mars dernier, France Inter a indiqué **qu'EDF et Areva avaient été informés dès 2005 des dysfonctionnements de l'usine du Creusot.** De son côté, l'agence Reuters a annoncé le 24 mars 2017 qu'à l'issue d'une des visites, l'autorité britannique de régulation nucléaire (Office for Nuclear Regulation – ONR) avait publié un compte-rendu (en date du 16 décembre 2016) dans lequel elle estimait que **les améliorations constatées n'étaient pas encore suffisantes pour rassurer sur la culture de l'usine en matière de sûreté nucléaire.** Préoccupée par les conséquences que cette situation pourrait avoir sur le projet de centrale britannique d'Hinkley Point piloté par EDF, l'ONR a décidé de réaliser de nouvelles inspections d'ici à la fin de l'année. Pour autant, le 27 mars, l'ONR a délivré à la centrale une première autorisation de construction et EDF Energy a annoncé, le 31 mars, avoir coulé le premier béton pour les galeries de la centrale électrique. Une nouvelle fois, EDF anticipe des résultats conjecturaux (voir [IE n° 250](#)).

### Biodiversité, mines, Papouasie-Nouvelle-Guinée

#### La première mine sous-marine sera en exploitation dans deux ans

La société canadienne Nautilus Minerals, entreprise pionnière dans l'exploitation minière des fonds marins, a annoncé fin mars qu'elle débiterait l'exploitation de sa première mine sous-marine (Solwara 1) en 2019. [Située](#) au large de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, dans la mer de Bismarck, cette concession disposerait d'importantes teneurs en cuivre, en argent et en or. Avec la promesse d'une forte concentration en minerais, l'exploitation sous-marine suscite l'intérêt des sociétés minières, qui butent néanmoins sur une rentabilité difficile à atteindre. Un pari que Nautilus Minerals entend apparemment remporter. De leur côté, les [associations](#) redoutent la destruction d'une biodiversité particulièrement riche et encore méconnue, ainsi que le déplacement d'énormes quantités de sable qui perturberait les espèces marines sur de vastes étendues. C'est du reste pour ces raisons que la Nouvelle-Zélande avait refusé, en 2014, l'exploitation de ses propres fonds marins (voir [IE n° 196](#)).

## EN BREF

---

**Climat.** Grâce à la baisse des coûts, les nouvelles capacités installées en énergie renouvelable dans le monde ont pu augmenter de 9 % en 2016, selon une [étude de l'ONU](#), et ce en dépit d'une diminution des investissements de 23 %.

**Climat.** Selon un [rapport](#) du Réseau mondial multipartite pour la promotion des politiques en faveur des énergies renouvelables (REN21), une grande majorité d'experts (en Europe et en Australie surtout) estiment que le passage à 100 % d'énergies renouvelables d'ici à 2050 est réalisable et réaliste.

**Consommation.** Le ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer a publié les conclusions d'[une étude](#) sur les Français et la prise en compte de critères environnementaux dans les actes de consommation : une partie importante des Français semble disposée à consommer moins, mais mieux.

**Notations.** Les notations extra-financières sont une préoccupation croissante pour bon nombre d'entreprises. Aussi la société de notation extra-financière CSRHub et la plate-forme de médias TriplePundit, toutes deux américaines, viennent-elles de publier un [guide intitulé](#) *How to Improve Your CSR Score*.

---

Prix de l'abonnement d'un an à **Impact Entreprises**, soit 22 lettres électroniques : 117 euros.

Adressez vos commandes d'abonnement à : CFIE, 52 bd Ornano – 75018 Paris

---